

# Accord céréalier : les sommets du cynisme (3<sup>e</sup> partie et fin)

Si dans l'antiquité le terme « cynisme » était directement associé à l'école philosophique grecque d'Antisthène qui prônait des valeurs telles que l'humilité, la vertu et la sagesse – soit des valeurs parfaitement saines – notre époque n'a rien retenu du passé et a transformé ce noble terme en mépris profond et en absence de morale.

PAR OLEG NESTERENKO

## Les géants occidentaux de l'agro-industrie et l'Ukraine

En ce qui concerne l'Ukraine, une partie considérable des volumes exportés de céréales proviennent des terres agricoles appartenant non pas aux ukrainiens, mais... bien à des géants occidentaux de l'agro-industrie. En mars 2020, sous l'influence des lobbies occidentaux auprès du FMI, l'Ukraine a adopté la loi autorisant à racheter les terres agricoles par des entreprises étrangères, ce qui était interdit auparavant. Ceci était la condition du FMI - l'organisation contrôlée par les « atlantistes » – pour que l'Ukraine accède à la nouvelle ligne de crédit du Fond.

Depuis ce méfait désastreux accompli par les élites politiques actuelles ukrainiennes contre les intérêts nationaux de l'Ukraine, seulement en 3 ans suivant son adoption, près de 40% des terres cultivables du pays sont devenues la propriété d'acteurs économiques étrangers.

La prise de contrôle de l'agriculture ukrainienne, principalement par des puissances occidentales, était d'autant plus facile, que si les prix à l'achat d'un hectare de terre arable en Union Européenne varient en moyenne de 4 à 70.000 USD, le même hectare en Ukraine leur revenait seulement à 1-2.500 dollars, en sachant que la qualité générale de la terre cultivable ukrainienne est sensiblement meilleure que celle européenne.

Aujourd'hui, plus de 52% des terres cultivables ukrainiennes, soit 17 millions d'hectares, appartiennent seulement à 3 entreprises : les américains Cargill et DuPont et l'allemand Bayer (dont les terres en Ukraine ont été acquises par l'américain Monsanto, société acquise, ensuite, par l'allemand). Et ils ne sont pas les seuls nouveaux propriétaires étrangers heureux des sols ukrainiens : toute une série d'autres géants de second rang sont également présents dans le pays. La classe politique actuellement installée à Kiev a fait le nécessaire pour qu'à moyen/long terme la quasi-intégralité des terres arables du pays n'appartiennent plus aux ukrainiens. Durant les premiers mois de la guerre en Ukraine, les élites politiques de l'Occident collectif ont fait le nécessaire pour créer des couloirs « humanitaires », dont celui sous « l'accord céréalier de la mer Noire »,

pour faire sortir les « marchandises » bloquées et appartenant à leurs grands compatriotes qui, par la suite, ont disposé de leurs biens de la manière détaillée précédemment. Il n'est donc nullement étonnant de constater que les exportations des denrées alimentaires exécutées par le pouvoir ukrainien se réalisent sur un fond qui peut laisser perplexe qu'un spectateur ignorant : la probabilité très élevée que l'Ukraine elle-même connaîtra une pénurie alimentaire déjà d'ici la fin de l'année en cours.

## L'UE et la prohibition des céréales ukrainiennes

Si l'ouverture totale du marché européen a été tout-à-fait bénéfique à de grands groupes-négociants en céréales et à de hauts fonctionnaires européens qui les représentent d'une manière évidente, cela n'a pas été le cas des agriculteurs des pays-producteurs de céréales frontaliers de l'Ukraine.

L'intégralité de ces pays, membres de l'UE, avec la Pologne en tête, ont, tout simplement, fait interdire l'entrée des céréales ukrainiennes sur leurs territoires respectifs. L'embargo a été en vigueur du 2 mai au 30 juin 2023 et, malgré l'opposition et les menaces des sanctions de la part de la direction de l'UE, la Pologne le fait reconduire depuis le 15 septembre dernier.

De leur côté, les élites politiques occidentales ont proliféré des mensonges via l'appareil de propagande des mainstream-médias, qui ne peuvent être qualifiés que de grossiers, en stipulant que les céréales en question ne font que transiter via le territoire polonais à destination des pays les plus démunis ; que ce type d'initiatives radicales de la part de la Pologne sont infondées et que la chute des prix des céréales, notamment en Pologne, n'est due qu'à l'accumulation des stocks temporaires des céréales ukrainiennes sur leur sol, faute de logistique pour les faire suivre vers les peuples au bord de la famine. Le fait que les céréales entrent sur le territoire de l'Union Européenne non pas sous le statut du transit douanier permettant l'exemption des droits et taxes, mais bien sous le statut d'importation directe permettant la mise en libre circulation et la consommation du produit en UE est mis sous le tapis.

Déjà, sous les restrictions qui ont eu lieu en mai-juin 2022, le président ukrainien, V. Zelensky, connaissant parfaitement la réalité : les exportations de céréales ukrainiennes ne sont nullement prévues pour les pays les plus pauvres, mais, en grande partie, bien pour le marché interne de l'UE - il s'est mis en colère et a qualifié d'« absolument inacceptable » que la Commission européenne se soit pliée aux exigences des cinq pays de l'Europe de l'est et a confirmé que les quatre produits en provenance d'Ukraine : le blé, le maïs, le tournesol et le colza - ne peuvent être ni stockés, ni commercialisés sur le territoire de l'EU, mais doivent uniquement transiter par le territoire des pays en question.



**Oleg Nesterenko**  
Président du CCIE (www.c-cie.eu). Ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris; spécialiste de la Russie, CEI et de l'Afrique subsaharienne. Créé en 2002, avec le soutien de la Représentation de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Fédération de Russie en France et Bénélux, l'Ecole Supérieure de Gestion et de Commerce International de Paris et de la Représentation Commerciale de Russie en France, le Centre de Commerce & d'Industrie Européen (CCIE) a pour mission d'aider les entreprises à s'implanter sur les marchés Russes et de la Communauté des États indépendants.



Les entraves à la souveraineté alimentaire menacent la sécurité alimetaire. (Photo DR)

Le cynisme chronique de la classe dirigeante « atlantiste » ne lui permet pas de se soucier de la moindre crédibilité de leurs déclarations aux yeux de la communauté internationale non occidentale qui les observe. Elle est parfaitement informée de la situation et ne prend plus la peine de la cacher. Selon la déclaration du Commissaire européen en charge de l'Agriculture, le Polonais Janusz Wojciechowski, aux membres du Parlement européen lors d'une audition de la commission de l'agriculture, seuls 2-3% des céréales ukrainiennes entrées dans l'UE la quittent vers des pays hors Union, dont l'Afrique. La raison qu'il a évoquée est le coût de transit trop élevé, ce qui rend une telle initiative « économiquement non-viable ». De ce fait, la quasi-intégralité des céréales ukrainiennes reste sur le marché européen. Aujourd'hui, malgré les menaces de sanctions déclarées par les hauts fonctionnaires européens, ni la Pologne, ni la Hongrie, ni la Slovaquie n'ont l'intention de réouvrir leurs frontières aux céréales ukrainiennes pour leur transit vers les pays hors de l'EU - ce qui, logiquement, devait être une excellente alternative à la suppression par les Russes, le 18 juillet 2023, du couloir maritime sécurisé de la mer Noire. Une telle réouverture de frontières n'aura pas lieu, car ils sont parfaitement au courant : le prétendu « transit » via l'UE vers les populations au bord de la famine n'est qu'une grande supercherie organisée par leur propre camp, mais dont les trois pays en question se sont retrouvés en position de victimes collatérales et en paient les frais.

Il est à noter, entre parenthèses, que la domination quantitative du secteur agricole ukrainien vis-à-vis de l'agriculture des pays de l'est de l'Europe est une raison, entre autres, pour laquelle il est exclu que l'Ukraine entre un jour au sein de l'Union Européenne, ce qui procurerait, notamment à des denrées alimentaires ukrainiennes, l'accès libre et permanent au territoire douanier commun de l'Union européenne (TDU) et aboutirait à l'anéantissement direct et assuré du secteur agricole de plusieurs pays-membres de l'EU. Les déclarations du contraire par les responsables européens sont purement démagogiques et ne sont qu'un outil de motivation pour Kiev et de pression sur Moscou.

## Les réserves cérésières

En parlant de la famine dans le monde, il est important de souligner que la production

agricole et les réserves alimentaires mondiales sont tout à fait suffisantes pour assurer aisément son éradication. Le rôle de la Russie et de l'Ukraine dans le cadre de l'approvisionnement des pays pauvres en denrées alimentaires est devenu de premier plan nullement à cause des quantités qu'ils exportent - ils restent relativement modestes par rapport à la production mondiale globale - mais bien à cause de la politique égocentrique des puissances économiques, notamment en matière de gestion de leurs stocks cérésières. Le plupart des stocks mondiaux de céréales sont détenus par des grands groupes privés, comme déjà mentionné, ce qui leur permet d'orchestrer des bulles spéculatives sur les marchés mondiaux : les blocages des stocks créent des pénuries artificielles qui font remonter les cours. L'effet qui est financièrement, très productif, surtout jumelé à des entraves artificielles à la souveraineté alimentaire mises en place par ses mêmes monopoles contre tant de pays. Toutefois, en dehors des stocks cérésières « privés », il existe également toute une gamme de stocks gérés par les pouvoirs publics et dont un grand nombre d'États dispose :

« les stocks stratégiques » qui font partie du système de défense nationale et, souvent, sont couverts par le secret-défense ;  
« les stocks de réserve » qui rééquilibrent les ratios consommation/disponibilité lors des chutes de la production et/ou des importations ;  
« les stocks régulateurs » qui encadrent les variations des prix et « les stocks d'intervention » constitués des rachats par l'État de céréales à un prix minimum garanti auprès des producteurs locaux, afin de protéger leurs revenus contre les baisses des prix du marché.

En cas d'une crise alimentaire majeure dans les pays les plus vulnérables, le partage partiel des stocks disponibles dans les pays développés et en voie de développement n'est qu'une question de volonté politique. Il est parfaitement compréhensible que peu de pays soient en mesure d'ouvrir leurs réserves de céréales d'une manière unilatérale pour contrer les famines dans des pays tiers - le partage des stocks cérésières nationaux reste une solution extrême. Toutefois, ce qui est difficilement réalisable pour un état en particulier - tout à fait faisable au sein d'une action conjointe participative à la résolution de crise des

pays-membres de l'ONU, surtout ceux aux revenus supérieurs. Et ceci est sans aucun sacrifice réel vis-à-vis du bien-être des populations des pays participant à l'effort humanitaire, vu les quantités considérables de stocks cérésières à leurs disposition et l'apport nécessaire proportionnellement négligeable, car partagé par l'ensemble d'une telle coalition. Certes, il existe également ce qu'on appelle « les stocks d'urgence » constitués au niveau national et international pour répondre, justement, à des situations de crise alimentaire de diverses natures dans le cadre d'actions humanitaires. Néanmoins, la pratique démontre que de telles initiatives ne sont nullement suffisantes en termes de quantité. De même, notamment, pour la réserve alimentaire régionale d'Afrique de l'Ouest qui a été créée en tant que complément sécuritaire à des stocks dit de proximité et des stocks nationaux de sécurité alimentaire : elle est insuffisante.

Cela étant, pas un seul sur les dizaines de responsables politiques des pays occidentaux, officiellement tant soucieux du sort des peuples africains en danger de famine, n'a jamais prononcé un seul mot dans le sens du sacrifice d'une infime partie des réserves nationales des céréales de chacun des pays du bloc Occidental en le destinant à l'Afrique en cas d'apparition d'un extrême besoin - ce qui est le cas aujourd'hui - afin d'éradiquer le danger d'une nouvelle famine sur le continent. Dès qu'on évoque un hypothétique manque de pain et/ou sa hausse du prix sur les étalages des boulangeries du monde occidental, même la mort imminente de faim de dizaines de milliers de personnes dans un monde qui n'est pas le leur, ce n'est pas un argument suffisant aux yeux de la classe dirigeante américano-centrique, car cela ferait un mauvais effet sur leur carrière politique.

Non seulement aucune solution n'a été mise en place, ni même soulevée en tant que possibilité, mais c'est l'action qui se situe à l'opposé de celle évoquée qui a été planifiée, mise en place et réalisée, comme précédemment détaillée : sous couvert des accords humanitaires sur les exportations des céréales ukrainiennes vers les pays les plus pauvres, les hauts responsables européens ont organisé d'une manière la plus cynique le « détournement » des exportations des céréales ukrainiennes vers l'Union Européenne.

## Les exportations cérésières russes

Malgré les entraves illégales hors du commun mises en place par les « atlantistes » vis-à-vis des exportations des céréales et des engrais russes, afin de créer une pénurie alimentaire auprès des pays pauvres et pouvoir y accuser la Fédération de Russie, cette dernière a réussi en cette année de 2023, de même que l'année précédente, à préserver son statut de leader mondial des exportations de céréales et à poursuivre sa contribution d'une manière significative pour assurer la sécurité alimentaire mondiale. A elle seule, la Russie assure aujourd'hui près d'un quart des exportations mondiales de blé, soit 46 millions de tonnes rien qu'en 2022/23, contre des 30 millions de tonnes exportés dans la même période par les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, la France et l'Ukraine réunis et dont les 3 premiers sont traditionnellement les principaux exportateurs de blé derrière la Russie. En 2022 la Russie a récolté 157,7 millions de tonnes de céréales, dont 104,2 millions de tonnes de blé. Durant l'année agricole 2021/22 (1er juillet 2021 - 30 juin 2022), le pays a exporté 38,1 millions de tonnes de céréales, dont 30,7 millions de tonnes de blé. En 2023, selon les prévisions, la récolte des céréales en Russie devrait atteindre 140 millions de tonnes, dont 90 millions de tonnes de blé. Dans l'année agricole 2022/23 (1er juillet 2022 - 30 juin 2023), la Russie a exporté 60 millions de tonnes de céréales. Depuis le début de la nouvelle année agricole, le 1er juillet 2023, en deux mois la Russie a déjà exporté 13 millions de tonnes de céréales.

Parallèlement à des exportations déjà réalisées, la Russie détient des stocks cérésières considérables et ne demande qu'à les ouvrir et en faire bénéficier le marché mondial en volume qui, de fait, fera baisser les prix artificiellement maintenus à la barre haute par les négociants cérésières occidentaux et les décideurs occidentaux qui les cautionnent. L'Occident c'américano-centrique accuse la Russie d'utiliser la faim comme arme de guerre. Pourtant, les faits indiquent une réalité tout à fait éloignée de leur propagande : en créant d'une manière délibérée et calculée de considérables entraves à l'exportation des produits agricoles russes, le bloc « atlantique » est bien l'auteur de l'utilisation sans le moindre scrupule de la faim comme arme de guerre contre la Russie. Car, avec

60 millions de tonnes de céréales exportées dans l'année agricole de 2022/2023, c'est bien la Fédération de Russie qui est le plus grand exportateur de céréales au monde – et nullement l'Ukraine, dont le volume d'exportation est plus modeste. Pour les pays de l'OTAN, comme ceci est démontré à plusieurs reprises dans l'histoire contemporaine, cela n'a aucune importance si des populations périssent de faim du moment que cela diminue les revenus de l'adversaire qui peuvent, dans le cas présent, contribuer à l'effort de guerre contre leurs intérêts sur le territoire ukrainien. La volonté de causer des dommages à l'économie russe prédomine très largement la volonté discutable de soustraire le continent noir d'une éventuelle nouvelle famine. En ce qui concerne la Russie, parallèlement à des exportations classiques, en cette année de crise elle a déjà fait envoyer ou enverra dans l'avenir immédiat et d'une manière gracieuse 200 000 tonnes de blé vers la Somalie, la RCA, le Burkina Faso, le Zimbabwe, le Mali et l'Érythrée, ainsi que 166 000 tonnes d'engrais vers le Sri Lanka, le Nigeria, le Kenya, au Zimbabwe et au Malawi. En outre, un projet est en cours d'élaboration avec la Turquie et le Qatar pour livrer 1 million de tonnes de céréales russes à la Turquie pour y être transformées et envoyées aux pays les plus pauvres non seulement d'une manière absolument gratuite, mais également avec la prise en charge du transport par la Russie. Une telle initiative n'a nullement lieu « pour plaire » - la Russie n'a guère besoin de cela, car elle dispose déjà d'acquis historiques considérables sur le continent Africain et ne les perdrait pas si une telle contribution n'avait pas lieu. L'action initiée n'est qu'une profonde compréhension d'une urgence absolue vis-à-vis des pays-bénéficiaires qui encourent un réel danger de famine et qui ne peuvent s'en soustraire sans une aide extérieure immédiate. Il est regrettable de constater que tant de pays disposant de moyens financiers bien supérieurs à ceux des Russes n'ont aucune intention de suivre l'exemple. Il est à souligner qu'en prenant en considération les quantités réelles produites et exportées, ce n'est nullement la privation du marché mondial de céréales ukrainiennes, mais bien davantage la privation des céréales et engrais agricoles russes qui est un véritable danger de famine pour les pays les plus démunis. Les sanctions unilatérales illégales contre les entreprises russes engagées dans la production et l'exportation de produits agricoles et d'engrais, le détournement vers les pays occidentaux d'une bonne partie des exportations de céréales ukrainiennes dans le cadre de « l'Accord céréalier » couplé à l'absence de l'idée même du partage d'une infime partie des stocks cérésières occidentaux, afin de compenser le déficit au niveau des exportations russes et ukrainiennes, sont une action parfaitement réfléchie et orchestrée par les administrateurs du « camp du bien » qui sont tout-à-fait conscients de possible terribles conséquences de leurs initiatives. Les échecs répétés des derniers temps des élites politiques et leurs justifications de plus en plus maladroites laissent un espoir de renforcement significatif du camp des révoltés, ce qui pourrait mener, à terme, au re-fondement de l'échiquier politique occidental et à l'instauration d'un monde plus juste, dont ce dernier prendra, enfin, part.

cadre de la propagande « cérésièr » menée contre les Russes depuis la première partie de 2022. De même, il faut faire preuve d'une importante myopie analytique pour envisager que le pouvoir actuellement installé à Kiev, étant l'un des acteurs majeurs dans l'affaire en question, n'ait pas été, dès le début, parfaitement au courant des réels objectifs de la mise en place de « l'Initiative cérésièr de la mer Noire » et des réels destinataires et bénéficiaires de leurs propres exportations.

## Les engrais agricoles

En parlant de céréales, il est également important de ne pas passer sous silence le problème des engrais agricoles. Depuis des années nous constatons une pénurie importante de fertilisant sur le marché international. Plusieurs facteurs ont créé cette pénurie, dont les hausses des prix de l'énergie et les restrictions par l'État chinois des exportations d'engrais. Un aspect grave de la conjoncture actuelle du secteur agricole au niveau mondial est à noter : la limitation de l'offre a mené vers l'augmentation des prix des fertilisants qui est sensiblement plus élevée que celle des produits agricoles. Ceci amène les agriculteurs à minimiser l'utilisation d'engrais ce qui mènera, de facto, à la récession de la production agricole mondiale. Si le manque ponctuel de céréales pour des populations démunies est toujours un danger nutritionnel immédiat et à moyen terme, le manque d'engrais agricoles est une bombe à retardement. Une bombe qui est aussi néfaste, voire davantage, que l'absence des denrées alimentaires. Car, privées de fertilisants, les exploitations agricoles locales sont souvent dans l'incapacité d'avoir un rendement de leurs terrains qui soit suffisant pour ne pas faire tomber les populations internes dans une dépendance quasi-totale envers les importations alimentaires. Et c'est bien dans cette conjoncture que les leaders du monde Occidental ont pris la décision d'instaurer de graves entraves aux exportations de fertilisants russes, dont le pays est l'un des principaux exportateurs au monde. De même que pour les céréales, si cette initiative malveillante et néfaste vis-à-vis de l'agriculture des pays pauvres ne prend pas fin, le pire est encore devant nous.

## Postscriptum

Les représentants du pouvoir occidental, auteurs des méfaits énumérés dans ces pages, et leurs peuples respectifs, qu'ils sont censés représenter, ne sont nullement un bloc parfaitement uni et homogène vis-à-vis du modèle prédateur qui est le modus operandi classique de l'Occident néolibéral, dissimulé derrière des apparences herbivores. Les peuples occidentaux sont profondément divisés en trois principaux camps : celui des formatés et hypnotisés par la propagande d'État mené avec une grande cadence via l'appareil des mass médias contrôlés par les injections permanentes des fonds publics dans leur fonctionnement, celui des indifférents et celui des révoltés et indignés par la politique carnivore menée en leur nom contre le reste de l'humanité. Les échecs répétés des derniers temps des élites politiques et leurs justifications de plus en plus maladroites laissent un espoir de renforcement significatif du camp des révoltés, ce qui pourrait mener, à terme, au re-fondement de l'échiquier politique occidental et à l'instauration d'un monde plus juste, dont ce dernier prendra, enfin, part.

O.N.